

# LECO

## de la semaine

08 au 14 Mars 2025



# SOMMAIRE

Opportunité : Madagascar s'ouvre aux investisseurs africains .....	2
Développement durable : QMM fait preuve d'un certain dynamisme.....	2
Le stage en entreprise débattu à l'université.....	3
Projet FIER : Renforcement des engagements pour une énergie durable .....	3
Pnud-Madagascar : Des avancées significatives réalisées en 2024 .....	4
Dynamique des investissements : Madagascar reste une destination d'investissement direct étranger.....	4
Renforcement de la sûreté maritime : dispositif primordial pour le développement .....	5
Antsirabe : Fihaonamben'ny mpandraharaha madinika.....	5
Inflation : L'orientation de la politique monétaire de la BFM devrait rester "restrictive" à court terme, selon la Banque mondiale.....	6
Energie :Deux centrales solaires de 3MW et de 2MW à construire en trois mois à Mahajanga.....	6
Déficit monétaire : L'euro franchit la barre des 5 000 ariary.....	7
CTM – Mada-Ozi : Un partenariat pour apporter une nouvelle dynamique à l'industrie touristique.....	8
Economie bleue : Renforcement de la coopération avec l'Afrique du Sud .....	8
Ravinala Airports : Une exposition sur l'émancipation des femmes.....	8
Performances économiques : Une paupérisation alarmante sur plusieurs décennies.....	9
Les inscriptions pour la nouvelle cohorte du programme "Seed Transformation Program" ouvertes jusqu'au 1er mai	9
Forum économique : Déplacement à Genève pour inciterles investisseurs étrangers .....	10
Base Toliara : Des actions menées pour l'autonomisation des femmes .....	11
Secteur artisanat : soutenir son rayonnement à l'international .....	12
Transport aérien : L'aéroport d'Antananarivo reçoit le prix du meilleur aéroport de moins de 2 millions de passagers en Afrique	12
Élevage - JUNCAO : Une révolution fourragère pour le bétail .....	13
Orange Summer Challenge 2024 : Madagascar remporte le premier prix.....	13
Consommation : Le prix des légumes flambe .....	14
Banque africaine de développement : Participation de Madagascar à la 17ème reconstitution du FAD.....	15
Vaccination bovine à Madagascar : un débat crucial pour l'avenir du secteur.....	16
Pisciculture : L'élevage du poisson-chat en suspens.....	16
POESAM 2025 : 70 000 euros de prix à gagner, inscription ouverte jusqu'au 18 mai.....	17
Secteur automobile : le marché du véhicule électrique en croissance.....	17

# Opportunité : Madagascar s'ouvre aux investisseurs africains

IRINA TSIMIJALY | 08 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**a Grande île ouvre ses portes aux investisseurs africains lors de la Foire Internationale de Madagascar (FIM) du 22 au 25 mai à Antananarivo, visant à renforcer les partenariats économiques.

Madagascar invite les entrepreneurs et entreprises africains à découvrir son potentiel économique à l'occasion de la Foire Internationale de Madagascar (FIM), qui se tiendra du 22 au 25 mai à Antananarivo. Cet événement, organisé par Madavision, vise à établir des partenariats solides avec les investisseurs du continent.



« En tant que président de la SADC, Madagascar peut être un pont reliant le pays à d'autres nations africaines. Ce n'est pas seulement une ouverture vers l'Afrique, mais aussi une opportunité pour les investisseurs africains de découvrir tout ce que Madagascar a à offrir, que ce soit en termes de compétences, de ressources naturelles ou humaines », explique Tahiry Ramanantsoa, coordinatrice générale de Madavision.

L'objectif est clair : renforcer les échanges économiques, développer les secteurs clés tels que l'agriculture, l'artisanat, le transport et l'industrie, et encourager

l'implantation d'entreprises étrangères. YAS, une entreprise déjà présente dans plusieurs pays africains, sera notamment sur place pour partager son expertise et explorer de nouvelles opportunités de collaboration.

**Synergies**

L'un des axes majeurs de cette initiative est de favoriser les connexions entre les acteurs économiques locaux et internationaux. « Toutes ces entreprises africaines qui souhaitent s'implanter à Madagascar ont besoin d'un point de rendez-vous. À travers cet événement, nous avons décidé de créer des pôles ouverts à tous les secteurs afin que les opérateurs économiques malgaches puissent être regroupés par domaine d'activité. Cela leur permet aussi d'identifier leurs concurrents et de viser plus haut », explique Koloina Ranaivo Rajaonarisoa, responsable communication et marketing de Madavision.

Au-delà de la mise en relation entre entreprises, Madagascar ambitionne de renforcer la coopération entre le secteur privé et le secteur public. « L'objectif est de dynamiser l'économie malgache en rapprochant les entreprises. Il est crucial de faciliter la coopération entre le secteur privé et le secteur public. Cela nous permettra ensuite d'envisager une expansion à l'international », souligne Tahiry Ramanantsoa.

À travers cette ouverture aux investisseurs africains, Madagascar espère stimuler son économie, favoriser la croissance du PIB et attirer davantage d'investissements étrangers. En développant ces échanges et en améliorant ses infrastructures, le pays entend devenir un acteur clé des partenariats économiques en Afrique.

## Développement durable : QMM fait preuve d'un certain dynamisme

JEAN RIANA | 08 MARS | LES NOUVELLES

MQIT Madagascar Minerals (QMM) a récemment procédé à l'installation d'un parc éolien et d'une centrale solaire au sein d'Ehoala Park (Taolagnaro), dans la région Anôsy. Une façon pour elle de mettre à profit son dynamisme pour soutenir le développement durable à Madagascar.

Développée en partenariat avec CrossBoundary Energy (CBE), la centrale solaire installée au sein d'Ehoala Park, est composée de 14.640 panneaux. Il s'agit du deuxième plus grand parc solaire de la Grande île, inaugurée le 27 avril 2024. A part cela, il y a aussi l'installation de parc éolien composé de 19 turbines dont la première a été mise en place le 17 janvier et fonctionnelle depuis le mois de février. « Les travaux d'installation de ce parc qui va produire au total 16MW, sont prévus se terminer cette année », rapporte le QMM. Le site s'étend sur 45.000 m2 dédiés aux plateformes de travail, avec 35.000 m2 supplémentaires pour les voies d'accès. Ces projets qui entrent dans la vision « Mine durable » de QMM, visent à

réduire ses emprunts sur l'environnement et s'alignent aux objectifs de Rio Tinto sur la lutte contre le changement climatique. Ils marquent également une avancée majeure pour Madagascar en matière d'exploitation des énergies renouvelables, et la contribution du secteur privé est plus qu'encourageante.

### Contribution dans la réhabilitation de la RN 13

Dans le même foulée, QMM contribuera à hauteur de 8 millions de dollars dans la reconstruction de la RN 13 reliant Ihosy à Taolagnaro. Sur ce, un protocole d'accord a été signé le 21 février au Novotel Alarobia pour officialiser l'investissement d'environ 94 milliards d'ariary. Cette signature a été réalisée par le ministre des Travaux publics, Richard Théodore Rafidison, le ministre des Mines, Herindrainy Olivier Rakotomalala, et la directrice exécutive de QMM Isabelle Wabete. De son côté, l'Etat malgache allouera un montant de 12 millions de dollars

## Le stage en entreprise débattu à l'université

IRINA TSIMIJALY | 10 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**e stage est bien plus qu'une simple étape dans le parcours universitaire. Mais pour que cette expérience soit vraiment bénéfique, les entreprises devraient offrir des opportunités de stage sérieuses et enrichissantes.

Les entreprises doivent offrir des stages qui permettent aux étudiants de s'immerger dans des missions professionnelles en adéquation avec leur formation, a indiqué Nathalie Rasoanaivo, directrice des Ressources humaines d'Alpha Ciment. « Ce n'est qu'à travers ces expériences qu'ils pourront véritablement se préparer à intégrer le marché du travail », a-t-elle ajouté. Le stage est souvent la première véritable expérience professionnelle pour les jeunes. C'est à travers ce dernier que les jeunes vont pouvoir se préparer à entrer dans le monde du travail.



Pendant la conférence organisée par la Faculté d'Économie, de Gestion et de Sociologie (EGS) de l'université d'Antananarivo, le Syndicat des Industries de Madagascar (SIM) a insisté sur l'importance pour les entreprises d'offrir des stages qui permettent aux jeunes d'acquérir des compétences pratiques et de se préparer efficacement à leur future carrière.

Tiana Rasamimanana, président du SIM, a souligné que Madagascar dispose d'une industrie dotée de technologies avancées. Cependant, ces entreprises ont besoin de

talents formés et prêts à relever les défis du marché. Il a précisé que « de nombreux jeunes diplômés rencontrent des difficultés à s'adapter aux exigences des entreprises ». Cela est souvent dû à une formation académique qui ne répond pas toujours aux besoins du terrain.

### Accompagnement des jeunes

Nathalie Rasoanaivo a partagé son point de vue sur l'importance des stages pour les jeunes. Pour elle, un stage ne doit pas être perçu comme une simple formalité, mais comme une véritable occasion d'apprendre et de se préparer à la vie professionnelle. Elle a également insisté sur le fait qu'il est essentiel de saisir chaque opportunité, même si elle ne correspond pas exactement à ce que l'on attendait. Beaucoup de jeunes, malheureusement, minimisent l'importance des stages. Certains refusent des opportunités en raison de mauvaises attentes.

Rasoanaivo a ajouté : « Il ne faut pas avoir peur de commencer par des petites missions, car chaque expérience compte dans la construction de son avenir professionnel. » Les étudiants présents à la conférence ont partagé leurs impressions sur l'importance des stages. L'un d'eux, Andrianina, étudiant en gestion, a confié : « Je pense que le stage est une occasion unique d'apprendre. C'est là que l'on peut vraiment se rendre compte de ce qu'on sait faire et de ce qu'il nous reste à apprendre. » Une autre étudiante, Lova, a souligné : « Il faut être prêt à saisir les opportunités, même si elles ne correspondent pas exactement à ce qu'on imaginait. Un stage, même s'il semble petit, peut ouvrir des portes pour l'avenir. » Le véritable changement ne se fait pas uniquement à travers l'offre de stages, mais aussi par l'implication active des entreprises dans la formation des jeunes. Le SIM a lancé un appel fort aux entreprises : « Il est temps d'impliquer les stagiaires dans des missions professionnelles réellement significatives, qui correspondent à leur domaine d'études ».

## Projet FIER : Renforcement des engagements pour une énergie durable

ANTSA R. | 10 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

La première réunion du Comité de pilotage du projet Financement intégré des énergies durables (FIER), s'est tenue vendredi dernier à Mahajanga. Il s'agit d'une initiative clé portée par le Système des Nations Unies à Madagascar. Ce projet ambitieux, mis en œuvre par le PNUD, l'UNCDF et l'ONUDI, bénéficie du soutien financier du Joint SDG Fund, avec un budget total avoisinant 8,7 millions de dollars, impliquant la collaboration entre le Système des Nations Unies à Madagascar et le Gouvernement. En présence du ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Olivier Jean-Baptiste, et de représentants du ministère de l'Économie et des Finances, cette rencontre à Mahajanga a permis d'évaluer l'avancement du projet, d'identifier les principaux défis et d'adopter des orientations stratégiques. L'enjeu est de taille : accélérer la transition énergétique et

garantir à tous les Malgaches un accès à une électricité propre et abordable.

### Système financier intégré

Selon les explications, l'initiative repose sur un modèle de financement innovant, articulé autour d'un Fonds souverain malgache destiné à soutenir des projets structurants, et d'un mécanisme de Derisking facility, qui vise à cofinancer des initiatives privées en l'énergie renouvelable. Un incubateur spécialisé accompagnera également les porteurs de projets, renforçant ainsi le développement d'un écosystème énergétique durable. En impliquant des institutions gouvernementales de premier plan, la Présidence de la République et plusieurs ministères stratégiques, le projet

## Pnud-Madagascar : Des avancées significatives réalisées en 2024

ANTSIA R. | 24 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

**L'**année 2024 aura été marquée par des avancées significatives pour la coopération entre le gouvernement malgache et le Programme des Nations-Unies pour le Développement.

C'est ce qui ressort en tout cas de la revue annuelle 2024 du programme pays du PNUD à Madagascar, qui s'est tenue dernièrement au Carlton.

les différentes parties prenantes pour le programme pays 2024-2028 et les grandes orientations pour l'année 2025.

### Trois axes

Les réalisations de 2024 portent notamment sur les trois axes de coopération prioritaires que sont la gouvernance, l'Etat de droit et la sécurité. On peut citer, entre autres, l'appui au processus électoral comme les élections législatives de mai 2024 et les communales décembre 2024, l'appui aux initiatives portées par les organisations de la société civile pour accroître la connaissance de 118 organisations de la société civile sur « La transparence et redevabilité sur le budget communal » et les inciter à prendre part au processus budgétaire et à demander des comptes. Ou encore l'appui au processus de mise en œuvre du Plan National de Décentralisation Émergente (PNDE), notamment dans la mise en place des structures et outils de pilotage (SIGOBE PNDE), dans l'élaboration du décret sur la mise en place de la commission d'évaluation des transferts, des compétences et des ressources... La coopération avec le PNUD a aussi concerné la mise à jour de la Stratégie Nationale de la Lutte Contre la Corruption (SNLCC) ; la productivité du travail, des emplois décents, et l'économie compétitive. Notons que les deux parties entrent dans un nouveau cycle de programmation pour 2024-2028.



### Points forts et points faibles

Un programme qui a notamment comporté des volets très importants comme le renforcement de l'État de droit et de la sécurité ; l'amélioration de la productivité du travail, la création d'emplois décents et la promotion d'une économie compétitive ; la gestion durable, résiliente et inclusive de l'environnement. Cet atelier de la revue annuelle était en tout cas l'occasion de présenter les résultats majeurs de l'année 2024 en ressortant les points forts et les points faibles de la mise en œuvre, et en tirant les leçons. La séance a également permis de présenter les grandes interventions identifiées en collaboration avec

## Dynamique des investissements : Madagascar reste une destination d'investissement direct étranger

R.EDMOND. | 10 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

**L**a Grande île enregistre une reprise modérée mais croissante des Investissements directs étrangers (IDE). Cette dynamique positive montre l'attractivité continue de Madagascar pour les investisseurs étrangers.

L'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), la principale agence de promotion des investissements (API) de Madagascar, a fait le bilan de ses activités, lors d'une rencontre avec la presse dans ses locaux à Antananarivona, hier. A cette occasion, sa directeur général, Josielle Rafidy, a souligné que : « Malgré un niveau encore faible, les IDE ont progressé de 418 millions à 519 millions de dollars en 2023 ». Les principaux investisseurs proviennent de pays comme la France, les Etats-Unis, Maurice et le Japon, et font partie des quatre nations leaders en termes de flux d'investissement. Parmi les projets notables, la redynamisation des négociations concernant Base Toliara occupe une place importante.

Et la mission de l'EDBM réside principalement dans la promotion et la facilitation des investissements à Madagascar. Elle collabore avec divers ministères, la Présidence, la Primature, ainsi que le secteur privé pour « améliorer le climat des affaires et encourager les investissements ». L'agence a également facilité la création de 1.529 nouvelles sociétés en 2024, majoritairement dans le secteur des services. Ce qui montre un regain d'intérêt pour l'investissement privé.

### Climat des affaires

Cependant, plusieurs défis restent à relever pour améliorer davantage le climat des affaires. « Les problèmes

structurels, notamment dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures, continuent de peser. Le gouvernement a mis en place des solutions transitoires pour pallier les déficits énergétiques, notamment en favorisant l'autoproduction d'énergie, ce qui a permis au secteur textile de se développer », a souligné Josielle Rafidy. De plus, les investisseurs soulignent un besoin accru de capital humain qualifié, un défi majeur pour l'attractivité du pays. En réponse à ces enjeux, le gouvernement malgache a mis en place des réformes structurelles importantes.

En 2023, une nouvelle loi sur les investissements a été adoptée, accompagnée de trois décrets d'application en 2024. Ces réformes visent à renforcer la protection des investisseurs, à faciliter l'accompagnement des projets et à réduire les délais et les coûts administratifs. Le code minier a également été réformé et la libéralisation du secteur des télécommunications a été engagée.

Avec ces mesures, Madagascar cherche à se positionner comme une destination d'investissement de plus en plus compétitive, en ligne avec les standards internationaux.

## Renforcement de la sûreté maritime : dispositif primordial pour le développement

JEAN RIANA | 10 MARS | LES NOUVELLES

La sûreté maritime est d'une importance capitale pour le développement. La majorité des échanges commerciaux se font en mer, d'où la nécessité d'une sécurité renforcée. D'après les Nations unies, les ports sont au cœur du commerce mondial et transportent plus de 90% des marchandises à travers les océans.

Au-delà du commerce, les ports façonnent les communautés, créant des emplois, tissant des liens culturels et transformant les paysages. C'est pourquoi il est important de renforcer la sécurité maritime. Dernièrement, cela a fait l'objet d'un partage d'information à Madagascar notamment lors du lancement de l'exercice RECOPORT ESA 25 dans le cadre du projet Safe Seas for Africa, en janvier. Le but étant de promouvoir la coopération régionale et également de renforcer la sécurité en mer.

Toujours dans le cadre de ce projet, des officiers de renseignement criminel d'Interpol étaient en visite auprès de l'Agence portuaire maritime et fluviale (APMF) la semaine dernière. « Cette visite visait à renforcer le

partenariat entre l'APMF et l'Interpol en vue de développer un projet bilatéral favorisant une sécurité et une sûreté maritime harmonisées », a fait savoir l'APMF. Madagascar ne minimise pas les efforts pour sécuriser au mieux ses espaces maritimes, mais il est clair qu'il a encore besoin de soutien.

Au mois de février, il a eu également le Séminaire régional sur la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental, ayant réuni 10 pays tels que Les Comores, Djibouti, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles, Somalie, Afrique du Sud et Tanzanie. Cette réunion avait pour but de conjuguer les efforts en vue d'un objectif commun, celui de sécuriser les mers. S'étendant sur terre et mer, les ports sont vulnérables aux crimes tels que le trafic de drogue et la contrebande. Assurer leur sécurité s'avère crucial pour l'économie et la sécurité des populations. Le plus important, c'est que les parties prenantes prennent la peine de renforcer la lutte contre la criminalité transnationale organisée en mer.

## Antsirabe : Fihaonamben'ny mpandraharaha madinika

NJAKA A. | 10 MARS | LES NOUVELLES

Natao tany Antsirabe, ny 5 marsa teo, ny Fihaonamben'ny mpanjifa mpandraharaha, (Forum Clients) andiany faharoa. Voakasik'izany ireo mpandraharaha sy orinasa tena madinika sy salantsalany (TPE-PME). Mikarakara azy ny Sipem Banque, entina hanomezana torolalana hampiroboroboana ny fandraharahana any Vakinankaratra. Ao anatin'izany ny hikorohana fomba mahomby amin'ny sehatry ny ara-bola, ahafahana manitra ny ambaindahan'ny fandraharahany. Fotoana nampihonana mivantana ny mpisehatra rehetra amin'ny fandraharahana ity fotoana ity.

Notsindriana manokana tamin'ny fihaonambe ihany koa ny vehivavy mpandraharaha, noho ny Andro iraisam-pirenena

ho an'ny vehivavy. Nilaza ny tale jeneraly lefitra (DGA) ny Sipem Banque, Randriatsimialona Lanja, fa « zava-dehibe ny fanomezana-danja ny fikirakirana ara-bola sy ny fanohanana ny vehivavy amin'ny fandraharahany. Satria, mpandraharaha vehivavy ny 63%-n'ny mpanjifa nahazo fampindramam-bola tato aminay, manaporofa fa atao laharam-pahamehana ny hampaleo tena azy ireo amin'ny fihariany ».

Fotoana nampahafantarana ny mpanjifa any Vakinankaratra ireo mpiray miombon' antoka ara-barotra ihany koa ity fihaonambe ity. Anisan' izany ny fanamorana ny fividianana fiara, angovo azo havaozina sy ny hafa.

## Inflation : L'orientation de la politique monétaire de la BFM devrait rester "restrictive" à court terme, selon la Banque mondiale

WWW.2424.MG | 10 MARS

Antananarivo, 10 mars, 7h55 – La Banque mondiale préconise la prudence. Dans sa note de conjoncture économique 2025 de Madagascar, cette institution de Bretton Woods souligne que "l'orientation de la politique monétaire de la Banque centrale devrait rester restrictive à court terme", dans un contexte d'inflation persistante.



Dans ce document, la Banque mondiale estime que "le nouveau cadre de politique monétaire ciblant les taux d'intérêts au jour le jour adopté par la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) n'est pas encore un cadre

pleinement développé de ciblage de l'inflation". Celui-ci "adopte plutôt une approche plus prospective, qui devrait améliorer l'efficacité de la politique monétaire", expose cette institution financière.

Ainsi, selon la Banque mondiale, les autorités monétaires du pays continuent de surveiller l'environnement économique. Elles auraient fait part de leur volonté d'augmenter encore les taux d'intérêt de référence si les pressions inflationnistes persistent, d'après cette institution de Bretton Woods.

La Banque mondiale n'est pas la seule à préconiser cette politique monétaire restrictive. Les administrateurs du Fonds monétaire international (FMI) avaient souligné que la BFM devrait se tenir prête à relever ses taux directeurs afin de maintenir l'inflation sur une trajectoire descendante. C'est ce qu'ils ont annoncé à l'issue de l'achèvement de la première revue des programmes sur la Facilité élargie de crédit (FEC) et la Facilité sur la résilience et la durabilité (FRD) de Madagascar.

Ces administrateurs du FMI avaient aussi recommandé l'amélioration du fonctionnement du nouveau cadre opérationnel de la politique monétaire. Des communications claires, transparentes et opportunes faites par la BFM contribueraient par ailleurs à accroître la crédibilité et l'efficacité de sa politique monétaire, estiment-ils.

## Energie : Deux centrales solaires de 3MW et de 2MW à construire en trois mois à Mahajanga

WWW.2424.MG | 10 MARS

**A**ntananarivo, 10 Mars, 6h25 – "Les cauchemars des coupures de courant sont derrière nous". Le président de la République Andry Rajoelina promet que ce sera bientôt la fin du délestage à Mahajanga. "L'électricité ne sera plus coupée surtout dans la journée dès que nous aurons fini de construire les parcs solaires", assure-t-il lors du lancement officiel du chantier de la centrale solaire dans le fokontany de Manjarisoa. Durant son discours, le chef de l'Etat a promis que les travaux devraient se terminer dans trois mois.

Outre la centrale de Manjarisoa qui aura une puissance de 3MW, une autre centrale de 2MW est prévue à Amborovy.



Comme les chefs-lieux de province autres qu'Antananarivo, et Nosy Be, Mahajanga aura droit à des parcs solaires d'une puissance de 5MW en tout. "Des parcs immenses, construits

sur l'équivalent de cinq terrains de foot", souligne Andry Rajoelina dans son discours.

La construction des centrales solaires de Mahajanga fait partie du projet de construction de centrales solaires de 50MW financées sur fonds propres de l'Etat malgache. Dans le cadre de ce projet, 20 MW sont prévus pour Antananarivo et ses environs tandis que 30 MW sont répartis dans les cinq autres chefs-lieux de province et Nosy Be.

Selon le Conseil des ministres de la semaine dernière, les centrales solaires prévues à Antananarivo qui seront construites à Ambatomirahavavy, Ambohidrano Ifafy et Andoharanofotsy ont déjà commencé. Le projet de parcs solaires de 100MW, dont les 50MW d'Ambodifasina-Tsarasaotra dans le cadre du projet Lac Iarivo viendra également renforcer l'approvisionnement en électricité du réseau interconnecté d'Antananarivo.

# Déficit monétaire : L'euro franchit la barre des 5 000 ariary

IRINA TSIMIJALY | 08 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L'**ariary poursuit sa dépréciation face à l'euro, qui dépasse désormais le seuil des 5 000 ariary. Une situation qui s'explique par la faiblesse de la production locale et la forte dépendance aux importations.

Le taux de change de l'euro a atteint 5 060,41 ariary hier, selon un site de référence en devises. D'après la dernière mise à jour de la Bank of Africa, il s'établissait à 4 979,33 ariary au 7 mars 2025. Le dollar américain, quant à lui, oscille autour de 4 986,50 ariary.



« Le déficit monétaire résulte principalement d'un déséquilibre entre les entrées et les sorties de devises. Les revenus en devises étrangères ne suffisent pas à couvrir les dépenses liées aux importations, ce qui entraîne une baisse de la valeur de l'ariary », explique un économiste de l'Université d'Ankatso. L'une des causes principales de cette situation réside dans le faible niveau de production locale. « Le problème est que nous importons massivement des biens stratégiques : carburant, produits de première nécessité, divers produits manufacturés. En revanche, nos exportations restent limitées à des matières premières comme la vanille, le litchi, le café, des minéraux non transformés, et quelques produits finis, notamment dans le textile », poursuit-il. À cela s'ajoutent les fluctuations des devises sur le marché international. « Les variations de la valeur de l'euro à l'échelle mondiale influencent notre taux de change, même si cela ne dépend pas directement de notre économie », souligne l'économiste. À Madagascar, cependant, le facteur déterminant demeure le déséquilibre de la balance commerciale. « L'euro est en

hausse et le dollar suit de près. Or, la majorité des produits de première nécessité sont échangés en dollars. Cela renchérit le coût des importations et accentue la pression sur l'économie nationale », alerte-t-il. Il convient toutefois de nuancer l'impact de cette dépréciation monétaire. « Ce n'est pas parce que l'ariary baisse que les exportateurs en tirent automatiquement profit. Certes, ils gagnent plus en monnaie locale, mais en parallèle, le coût des importations augmente, ce qui pèse sur l'ensemble de l'économie », tempère l'économiste.

## Quelles solutions ?

Pour inverser la tendance, il est impératif de réduire la dépendance du pays aux importations en stimulant la production locale. « Le véritable problème ne réside pas tant dans le taux de change que dans notre capacité de production. Nous ne produisons pas assez », insiste-t-il.

« Si nous voulons améliorer la situation, nous devons impérativement développer le secteur secondaire, c'est-à-dire transformer nos matières premières sur place au lieu de les exporter à l'état brut », explique l'économiste. Le tourisme pourrait également constituer un levier stratégique pour générer davantage de devises et réduire le déficit monétaire, ajoute-t-il. Certains experts suggèrent d'envisager un régime de change fixe, à l'image de plusieurs pays asiatiques et africains. « Cette approche permettrait à l'État de fixer un taux stable afin d'éviter les fluctuations excessives », explique un spécialiste. Toutefois, une telle solution comporte des risques, notamment en matière de gestion des réserves de devises. « Un taux fixe nécessite une capacité d'intervention régulière sur le marché des changes, ce qui suppose de disposer de réserves suffisantes en devises étrangères », met en garde Isidore Razanakoto, directeur général du Commerce.

Au-delà des ajustements monétaires, une réforme économique structurelle s'impose pour redresser la situation. « Tant que nous ne produisons pas, nous achetons le travail des autres. La production locale existe, mais elle demeure insuffisante pour couvrir les besoins du pays. Résultat : nous devons importer, et cela nous coûte cher », souligne le directeur général du Commerce.

Pour limiter cette dépendance, le gouvernement doit intensifier son soutien aux initiatives locales et favoriser une économie plus circulaire, recommande-t-il.

En conclusion, la stabilité monétaire ne pourra être atteinte sans une modernisation en profondeur du modèle économique malgache. « La clé pour résoudre cette crise réside dans une réforme ambitieuse de notre économie. Il est impératif de renforcer la production locale et de réduire notre dépendance aux importations », conclut Isidore Razanakoto.



## CTM – Mada-Ozi : Un partenariat pour apporter une nouvelle dynamique à l'industrie touristique

NAVALONA R. | 11 MARS 2025 | MIDI-MADAGASIKARA

**U**ne convention de partenariat stratégique entre la Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM), représentée par son PCA Tojo Lytah Razafimahefa et Mada-Ozi, représenté par son directeur général Michel Lazasoa, a été signée tout récemment.

Cette collaboration vise à apporter une nouvelle dynamique à l'industrie touristique à Madagascar en dotant les acteurs oeuvrant dans ce secteur pourvoyeur d'emplois et de devises à la nation des outils stratégiques et techniques de pointe, a-t-on appris.



Ce partenariat repose entre autres sur la mise en place d'un dispositif d'intelligence économique, le renforcement de l'appui décisionnel et le soutien technique aux opérateurs touristiques. En effet, d'aucuns reconnaissent que le tourisme est un secteur porteur et stratégique contribuant

au développement socio-économique du pays mais nécessite l'implication de toutes les parties prenantes pour assurer son expansion. D'où l'importance de ce partenariat avec Mada-Ozi qui est une société en charge de l'émission en ligne de Visa pour Madagascar.

### Améliorer la compétitivité

Dans le cadre de cette collaboration, une veille informationnelle efficace et pertinente sera mise en place pour mieux anticiper les tendances du marché et ajuster les stratégies des acteurs du tourisme. En outre, un accompagnement stratégique sera fourni aux opérateurs membres de la confédération afin de les aider à faire face aux enjeux et aux opportunités du marché touristique. L'objectif consiste à optimiser la prise de décision des professionnels du secteur et d'améliorer leur compétitivité, a-t-on fait savoir. Les deux parties s'engagent ainsi à conjuguer leurs compétences et expertises pour contribuer au développement durable du tourisme à Madagascar tout en renforçant la position de la Grande île comme une destination touristique de premier plan. Ce partenariat vise également à consolider les bases d'un écosystème touristique plus résilient et compétitif, au service des professionnels du tourisme et du développement économique du pays, a-t-on conclu.

## Economie bleue : Renforcement de la coopération avec l'Afrique du Sud

ANTSIA R. | 11 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar et l'Afrique du Sud partagent plusieurs intérêts communs, notamment dans le domaine de l'économie bleue, selon le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue (MPEB). Actuellement, 44% des produits exportés de Madagascar sont destinés aux marchés africains, dont une part importante revient à l'Afrique du Sud. Dans cette optique, l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Madagascar, Khazamula Chabane, a rencontré hier, à Ampandrianomby, le ministre malgache de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Mahatante. L'objectif de cette

rencontre était de renforcer la coopération entre les deux pays, notamment en matière de sécurité maritime et de lutte contre la pêche illégale. Outre ces aspects sécuritaires, les discussions ont également porté sur la coopération scientifique, un levier essentiel pour le développement durable de l'économie bleue. Cet échange marque une volonté commune d'approfondir les relations bilatérales et d'explorer de nouvelles opportunités économiques et environnementales.

## Ravinala Airports : Une exposition sur l'émancipation des femmes

R. EDMOND. | 11 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

Ravinala Airports met les femmes à l'honneur. Le gestionnaire de l'aéroport international d'Antananarivo a inauguré, le 8 mars dernier, l'exposition intitulée « Briller pour soi » dans le hall du terminal international. Organisée en partenariat avec Rouge Emoi, l'exposition met en

lumière la quête de soi et l'émancipation des femmes à travers des œuvres artistiques puissantes et inspirantes. Conçue comme un hommage au parcours unique de chaque femme, elle illustre les défis, les aspirations et la

résilience de celles qui tracent leur propre chemin dans la société.

Une manière pour Ravinala Airports de réaffirmer son engagement en faveur de l'inclusion et de la valorisation

de toutes les voix, en transformant l'aéroport en un espace d'expression culturelle et de sensibilisation. Il est à noter que les femmes représentent 38,49% de l'ensemble des collaborateurs.

## Performances économiques : Une paupérisation alarmante sur plusieurs décennies

ANTSIA R. | 11 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar n'arrive pas à sortir du cercle vicieux de la pauvreté. Si l'on se réfère aux indicateurs affichés par les institutions nationales et internationales, la situation s'aggrave au fil du temps.



Le constat est implacable : Madagascar s'enfonce dans une spirale de pauvreté qui semble inexorable. Selon la Banque mondiale, le PIB (Produit intérieur brut) par habitant s'est effondré, passant de 812 dollars en 1960 à seulement 456 dollars en 2024. Une chute vertigineuse de 43,84 % en plus de six décennies, illustrant une détérioration continue des conditions de vie. Pendant ce temps, la croissance économique, trop faible pour inverser la tendance, peine à répondre aux défis d'un pays où la pauvreté touche une majorité écrasante de la population. En 2022, plus de 75 % des Malgaches vivaient avec moins de 2,15 dollars par jour, un taux qui grimpe à près de 80 % en milieu rural. La pauvreté urbaine, elle, a explosé, bondissant de 22,1 % en 2012 à 55,5 % en 2022. Dans les villes secondaires, l'augmentation est encore plus brutale : le taux est passé de 46 % à 61 % en une décennie. En cause, la raréfaction

des opportunités économiques, la dégradation du climat des affaires et un sous-investissement chronique dans les infrastructures essentielles, notamment l'éducation, la santé et les transports. La précarité de l'emploi et l'informalité croissante du marché du travail aggravent encore la situation.

### Trompe l'œil

La Banque mondiale estime que la croissance économique pourrait atteindre 4,7 % en moyenne entre 2025 et 2027, mais ce chiffre demeure insuffisant pour compenser la croissance démographique et permettre une véritable amélioration du niveau de vie. Le pays souffre également d'un grave déficit de productivité : un travailleur malgache produit trois fois moins que la moyenne en Afrique subsaharienne. Cette tendance est accentuée par une main-d'œuvre de moins en moins qualifiée, une fuite des cerveaux alarmante et un système éducatif en crise.

Par ailleurs, les problèmes énergétiques constituent un frein majeur au développement économique. Les coupures d'électricité à répétition pénalisent les entreprises et limitent les investissements à long terme. L'absence de politiques énergétiques efficaces compromet la modernisation du tissu industriel et empêche l'émergence de nouveaux secteurs porteurs. Face à ces défis, un engagement ferme en faveur de réformes structurelles est indispensable. Une meilleure gouvernance, des investissements accrus dans l'éducation et les infrastructures, ainsi qu'une amélioration de l'environnement des affaires pourraient permettre à Madagascar de briser le cercle vicieux de la pauvreté. Sans ces mesures, le pays risque de rester piégé dans une stagnation économique prolongée, avec des conséquences sociales de plus en plus lourdes pour sa population.

## Les inscriptions pour la nouvelle cohorte du programme "Seed Transformation Program" ouvertes jusqu'au 1er mai

11 MARS | [WWW.2424.MG](http://WWW.2424.MG)

**A**ntananarivo, 11 Mars, 6h15 – Ils sont déjà une dizaine de chefs d'entreprises malgaches à avoir bénéficié du "Seed Transformation Program" de l'Université de Stanford depuis 2022. Les inscriptions sont déjà ouvertes sur le site web du programme pour la prochaine cohorte jusqu'au 1er mai 2025.

Une nouvelle séance d'information sur ce programme s'est tenue ce lundi à Anosy. Les informations ont été distillées par Stephen Okelo-Odengo, Conseiller en

Business Transformation au niveau de la branche kényane de l'Université. Comme chaque année, le programme d'une durée de 10 mois est destiné aux dirigeants

d'entreprises avec des chiffres d'affaires annuels compris entre 300 000 et 15 millions de dollars. La formation est dédiée au PDG de l'entreprise et à plusieurs membres de son équipe de direction pour un frais d'inscription de 9 500 dollars par entreprise.

Le format de la formation reste inchangée. Il y a des formations en présentiel et en visio conférence. Deux semaines



de cours en présentiel sont programmés dont la première semaine au mois de janvier 2026 à Accra au Ghana et la deuxième semaine au mois de juin à Nairobi. Plusieurs ateliers avec les équipes de direction sont également prévus.

Le "Seed Transformation Program" ambitionne d'accompagner les leaders et les entreprises vers une nouvelle étape pour leur organisation. La formation est axée sur quatre points qui s'étendent durant les 10 mois de formations. Le premier point porte sur l'évaluation des fondements de l'entreprise. Le second consiste en un test de résistance des finances et opérations. Le troisième est l'identification des opportunités et stratégie de croissance. Le quatrième vise l'élaboration et la présentation du plan de croissance.

Comme à chaque présentation du programme, les anciens bénéficiaires ont témoigné des apports du programme dans le développement de leurs entreprises. Certains notent l'impact de la formation sur les équipes dirigeantes, certains louent le niveau élevé de la formation et la qualité des formateurs, d'autres saluent également la multiplication des réseaux avec les autres dirigeants d'entreprise africain bénéficiaires du programme qui vivent les mêmes problèmes que les dirigeants d'entreprises malgaches.

Avec la cohorte actuellement en cours ce sont déjà depuis 2022, 12 chefs d'entreprise malgaches qui ont bénéficié de la formation et de l'accompagnement du ce programme.

Dans le monde entier, ce sont déjà 1 135 dirigeants qui ont bénéficié du programme depuis 2013. Les impacts du programme sont chiffrés, 29 901 emplois directs créés, plus de 1 milliards de capitaux levés, et plus de 16,6% de croissance annuelle des revenus.

## Forum économique : Déplacement à Genève pour inciter les investisseurs étrangers

IRINA TSIMIJALY | 12 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**U**ne délégation malgache se rendra à Genève en mai 2025 pour le Forum économique international, visant à attirer des investisseurs étrangers.

Une délégation d'entrepreneurs malgaches se rendra en Suisse afin de promouvoir Madagascar et attirer des investisseurs étrangers. L'annonce a été faite hier par Bernardin Ramiandrisoa, directeur général de la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Madagascar (FCCIM), lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'institution.

Ce déplacement s'inscrit dans le cadre du Forum économique international, prévu à Genève les 2 et 3 mai 2025. Organisé en partenariat avec la Chambre de Commerce Antananarivo-Genève, l'événement vise à renforcer les liens économiques entre Madagascar et les investisseurs internationaux, notamment ceux d'Europe, d'Amérique et d'Asie.

Genève, en tant que pôle économique neutre, constitue une plateforme stratégique pour capter des capitaux internationaux. Le forum mettra en avant cinq secteurs clés : l'industrie, l'agrobusiness, le tourisme, les mines et l'artisanat. L'objectif principal est de convaincre les investisseurs étrangers en mettant en avant un environnement économique favorable aux affaires et aux échanges commerciaux.

### Une opportunité pour les entreprises malgaches

« Cet événement représente une opportunité unique pour Madagascar d'attirer des capitaux étrangers et de nouer des partenariats stratégiques, tout en valorisant les atouts économiques du pays », souligne Bernardin Ramiandrisoa.

Une centaine d'investisseurs et de chefs d'entreprise sont attendus, aux côtés des principaux groupements économiques malgaches, tels que le GEM, SIM, FIVMPAMA, GEFP, FOI, FOM, ainsi que la Confédération du Tourisme et le « Tsenaben'ny Tantsaha ».

Un espace d'exposition sera mis en place afin de permettre aux entreprises malgaches de présenter leurs produits et services. Des échantillons commerciaux et du matériel promotionnel seront exposés, facilitant ainsi les échanges commerciaux. La FCCIM assurera l'acheminement des marchandises en mettant en place un dispositif logistique exempt de frais douaniers.

Ce forum s'inscrit dans une dynamique visant à intégrer davantage les petites entreprises malgaches dans l'économie formelle et à favoriser la collaboration entre

les entrepreneurs locaux et étrangers. Il représente une occasion stratégique pour Madagascar de renforcer son attractivité économique sur la scène internationale. La clôture des inscriptions est fixée au 22 mars 2025. « Nous invitons tous les acteurs économiques malgaches

à saisir cette opportunité pour développer leur réseau, promouvoir leurs activités et contribuer à la transformation de l'économie du pays », conclut Bernardin Ramiandrisoa.

## Base Toliara : Des actions menées pour l'autonomisation des femmes

R.EDMOND. | 12 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

Plus particulièrement dans la commune urbaine de Toliara, des femmes employées par la compagnie minière, regroupées au sein de leur association Ampela Mahery, ont participé à une grande marche à travers les artères de la ville avant de rejoindre le gymnase couvert de Toliara Centre, lieu de célébration officielle de la Journée de la Femme. Par cette mobilisation, ces employées de Base Toliara ont tenu à affirmer leur engagement aux côtés de toutes les femmes malgaches, partageant la même ambition : devenir des actrices à part entière du développement du pays. Et elles en ont les moyens. Grâce aux emplois obtenus au sein de la compagnie minière, elles ont gagné en autonomie et contribuent désormais pleinement aux besoins de leur foyer.

Volafeno Myr, employée de Base Toliara, ne cache pas son optimisme : « Nous sommes ravies de retrouver notre indépendance et notre dignité grâce à la reprise du projet Base Toliara, qui nous offre un emploi », a-t-elle déclaré, en appelant toutes les femmes à revendiquer leurs droits. Elle se réjouit également du fait que « les métiers du secteur extractif ne sont pas exclusivement réservés aux hommes, car chez Base Toliara, par exemple, de nombreux postes peuvent être occupés par des femmes ».

### Capital humain.

L'égalité des genres est une réalité chez Base Toliara, qui se veut être une entreprise éthique, soucieuse de son capital humain et des droits des femmes. C'est dans cette optique que, dans la commune de Maromiandra l'une des cinq communes directement impactées par le projet, des actions pour l'autonomisation des femmes ont été menées en partenariat avec l'association des femmes de la localité. Sabine Hélène, présidente de cette association, a profité de la célébration du 8 mars pour exprimer sa gratitude envers les autorités ayant permis la reprise des activités de Base Toliara. « Nous remercions le président de la République pour ses initiatives en faveur de la réouverture de Base Toliara. Nous apprécions cette coopération, car par le passé, ce projet nous a permis d'acquérir des compétences dans divers domaines tels que la boulangerie, la maçonnerie et la conduite d'engins pour nos jeunes filles. Personnellement, j'ai suivi une formation en boulangerie et je la maîtrise bien, mais je manque actuellement de matériel. Nous espérons que Base Toliara continuera à nous soutenir, notamment pour nos enfants diplômés mais sans emploi », a-t-elle déclaré.



## Secteur artisanat : soutenir son rayonnement à l'international

Jean Riana | 12 MARS | LES NOUVELLES

**L**e ministère du Tourisme et de l'artisanat (MTA) accentue les efforts pour faire rayonner l'artisanat malgache tant au niveau national qu'international. Dernièrement, la ministre du Tourisme et de l'artisanat, Viviane Dewa, a effectué une visite auprès de quelques entreprises œuvrant dans ce sens, dans le dessein de les encourager dans leurs activités.

Les entreprises visitées sont surtout celles œuvrant dans le domaine de l'artisanat destiné à l'exportation. Deux d'entre elles ont été visitées jusqu'ici, s'agissant respectivement de Feel Good en février, et les ateliers de Made For A Woman visités le 10 mars. Les deux établissements sont spécialisés dans la fabrication d'articles artisanaux haut de gamme à base de raphia destinés à l'exportation. Pour Feel Good, l'usine produit 700 à 1.000 pièces par semaine, lesquelles sont exportées vers les grandes maisons de mode internationales, tandis que les ateliers Made For A Woman exportent dans les 30.000 pièces par an.

«Notre mission est de soutenir et promouvoir ces talents qui font rayonner l'artisanat malgache. Ce secteur, véritable pilier du développement économique, social et culturel de notre pays, mérite un accompagnement et une valorisation à la hauteur de son potentiel. En soutenant nos artisans, nous préservons un savoir-faire unique tout en créant des opportunités durables pour les générations futures», a signifié la ministre, tout en saluant les initiatives

des deux entreprises alliant traditions, excellences et opportunités pour les artisans malgaches.

### Offrir des opportunités.

Hormis les visites d'entreprises, le MTA offre aussi des opportunités aux artisans malgaches de pouvoir rayonner à l'international. A l'exemple des artisanes malgaches qui ont participé à la 38e édition du Surajkund International Crafts Mela, en Inde. Viviane Dewa a aussi déjà annoncé la participation d'autres artisans à un événement qui se tiendra en Tunisie au mois de juin.

A l'occasion par ailleurs de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes qui s'est tenue à Mahajanga, la ministre a profité de son déplacement dans cette localité pour dénicher les talents qui s'y cachent. L'objectif étant de les faire émerger et ainsi mettre en lumière un artisanat durable et authentique, contribuant à la valorisation du savoir-faire malgache et à son rayonnement économique et culturel.

## Transport aérien : L'aéroport d'Antananarivo reçoit le prix du meilleur aéroport de moins de 2 millions de passagers en Afrique

www.2424.mg | 12 MARS

**A**ntananarivo, 12 Mars, 7h30 – Et de deux pour l'aéroport d'Ivato. L'Aéroport International d'Antananarivo vient de recevoir, pour la deuxième année consécutive le prix du "meilleur aéroport de moins de 2 millions de passagers en Afrique" de l'Airports Council International (ACI) World. Il reçoit cette reconnaissance au titre de l'année 2024 aux côtés de deux aéroports sud-africains, Bram Fischer International Airport de Bloemfontein, et George Airport de George.

Les prix annuels de l'ASQ sont décernés par ACI World en partenariat avec Amadeus, l'une des plus importantes sociétés technologiques au monde qui fournit des solutions logicielles pour l'industrie mondiale du voyage et du tourisme. Ils récompensent l'excellence des aéroports en matière d'expérience client dans le monde entier. Ils sont délivrés sur la base des données des enquêtes sur les départs et les arrivées de l'ASQ.



Dans son annonce du Prix, Ravalina Airports, le consortium qui gère l'Aéroport d'Ivato ne manque pas de "remercier les

passagers d'avoir pris le temps de répondre aux enquêtes". "Ce prix c'est grâce à vous", écrit-il, reconnaissant du fait que les passagers aient constaté les améliorations continues réalisées progressivement à l'aéroport menant à l'obtention de ce prix".

La société se dit, avec l'ensemble de la communauté aéroportuaire "déterminée à améliorer constamment la qualité de service à l'Aéroport International d'Antananarivo". La société se dit, avec l'ensemble de la communauté aéroportuaire "déterminée à améliorer constamment la qualité de service à l'Aéroport International d'Antananarivo". "L'obtention de cette reconnaissance, deux années de suite, est un encouragement à redoubler d'efforts dans la quête de la satisfaction des passagers et de l'amélioration de l'image du premier portail de Madagascar en Afrique et dans le monde", conclut-il.

# Élevage - JUNCAO : Une révolution fourragère pour le bétail

IRINA TSIMIJALY | 13 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**e Juncao, plante fourragère chinoise, est cultivée à Madagascar pour améliorer l'alimentation du bétail. Son utilisation vise à renforcer la sécurité alimentaire et à lutter contre la sécheresse.

Le Juncao, plante fourragère originaire de Chine, est désormais cultivé à Madagascar pour améliorer l'alimentation du bétail. Ce projet s'inscrit dans une démarche visant à renforcer la sécurité alimentaire et à lutter contre la sécheresse.



Introduit à Madagascar dans le cadre d'une coopération sino-malgache, le Juncao fait l'objet d'une phase expérimentale avec 22 hectares cultivés à Antsirabe. Les premiers résultats sont encourageants, en particulier auprès des 165 vaches laitières importées de France par le gouvernement, qui sont désormais nourries avec cette plante. Une amélioration de leur production laitière a déjà été observée.

Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage a officiellement présenté ce projet lors de l'ouverture d'un séminaire à Ambatobe, le 12 mars, marquant une étape clé dans son développement. L'ONG CASEF, active dans le sud du pays, utilise également le Juncao pour soutenir les éleveurs confrontés à la sécheresse et aux pénuries de fourrage.

À Madagascar, 71,3 % des ménages pratiquent l'élevage, mais le manque de fourrage, notamment en période de

sécheresse, limite la production animale et impacte les revenus des éleveurs.

## Atout

« Si l'alimentation du bétail est améliorée, nous pourrions véritablement progresser vers la sécurité alimentaire », souligne Lucile Razafimpamo, directrice de l'appui à la production et au bien-être animal au ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE).

Introduit par la société Madagascar Technologie d'Ingénierie de Juncao (MTIJC) il y a huit ans, le Juncao présente plusieurs avantages : haut rendement, riche en nutriments, et capacité de conservation jusqu'à six mois sous forme d'ensilage. La plante s'adapte bien aux conditions locales et ne présente aucun effet néfaste sur l'environnement.

En plus de son rôle dans l'élevage, le Juncao contribue à la lutte contre l'érosion des sols et la désertification, grâce à ses racines profondes. Il peut également remplacer le bois de chauffage et le charbon, réduisant ainsi la pression sur les forêts malgaches. Son utilisation ne se limite pas à l'agriculture : des essais ont montré son potentiel dans l'industrie textile, avec la fabrication d'un tissu composé à 70 % de fibres Juncao et 30 % de coton.

Pour favoriser l'adoption de cette technologie, un séminaire de formation se tient à Antananarivo du 12 mars au 10 avril 2025. Organisé par l'Université d'Agriculture et de Sylviculture du Fujian et le MINAE, il réunit 25 techniciens spécialisés en élevage. Huit experts chinois y enseignent les méthodes de culture, de transformation et d'utilisation du Juncao, notamment pour l'alimentation du bétail, la culture de champignons et la production de biocarburants. Avec le développement du Juncao, les éleveurs malgaches disposeront d'une ressource fourragère stable, accessible et nutritive, capable d'améliorer la productivité animale, de réduire les coûts d'élevage et de renforcer la sécurité alimentaire à Madagascar.

# Orange Summer Challenge 2024 : Madagascar remporte le premier prix

MIALISOA IDA | 13 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**P**lastikôo a gagné le prix Middle East & Africa de l'Orange Summer Challenge 2024 pour ses briques écologiques faites de plastiques recyclés. Cette innovation transforme la construction durable à Madagascar.

La startup malgache Plastikôo a décroché le prix Middle East & Africa lors de la grande finale de l'Orange Summer Challenge 2024, qui s'est tenue le 20 février à Casablanca. Cette distinction récompense une innovation majeure : un procédé permettant de recycler les déchets plastiques en briques modulaires pour la construction. Une cérémonie de

remise des trophées s'est déroulée hier à l'Orange Digital Center Madagascar, à la Gare Soarano, en présence de Frédéric Debord, directeur général d'Orange Madagascar, ainsi que de plusieurs acteurs du secteur technologique et entrepreneurial. À cette occasion, Sarobidy Nombatsitoha,

CEO de Plastikôo, a présenté les avancées du projet et ses perspectives de développement.

Plastikôo s'attaque à deux défis majeurs : la gestion des déchets plastiques et l'accès à des solutions de construction durables et abordables. Son procédé repose sur la modélisation 3D et un recyclage thermique optimisé. Les plastiques usagés, principalement du LDPE et du PP, sont fondus à haute température, puis moulés en briques renforcées par une armature métallique. « Nos briques sont robustes, imperméables et ne nécessitent ni ciment ni colle, ce qui réduit considérablement l'empreinte carbone de la construction. Avec une durée de vie estimée à 50 ans, elles constituent une alternative durable aux matériaux conventionnels », a expliqué Sarobidy Nombatsitoha lors de la cérémonie.

Résistantes à l'humidité et aux termites, ces briques sont adaptées aux conditions climatiques locales. Leur conception modulaire, inspirée du système Lego, facilite leur assemblage sans recours au ciment, offrant ainsi une méthode de construction rapide et économique.

### Un projet en pleine expansion

Créée en 2023, Plastikôo s'est rapidement imposée comme une startup prometteuse. En octobre 2024, elle a remporté le prix national de l'Orange Summer Challenge,

avant d'être accompagnée par l'Orange DigitalNutriments, et capacité de conservation jusqu'à six mois sous forme d'ensilage. La plante s'adapte bien aux conditions locales et ne présente aucun effet néfaste sur l'environnement.

En plus de son rôle dans l'élevage, le Juncao contribue à la lutte contre l'érosion des sols et la désertification, grâce à ses racines profondes. Il peut également remplacer le bois de chauffage et le charbon, réduisant ainsi la pression sur les forêts malgaches. Son utilisation ne se limite pas à l'agriculture : des essais ont montré son potentiel dans l'industrie textile, avec la fabrication d'un tissu composé à 70 % de fibres Juncao et 30 % de coton.

Pour favoriser l'adoption de cette technologie, un séminaire de formation se tient à Antananarivo du 12 mars au 10 avril 2025. Organisé par l'Université d'Agriculture et de Sylviculture du Fujian et le MINAE, il réunit 25 techniciens spécialisés en élevage. Huit experts chinois y enseignent les méthodes de culture, de transformation et d'utilisation du Juncao, notamment pour l'alimentation du bétail, la culture de champignons et la production de biocarburants. Avec le développement du Juncao, les éleveurs malgaches disposeront d'une ressource fourragère stable, accessible et nutritive, capable d'améliorer la productivité animale, de réduire les coûts d'élevage et de renforcer la sécurité alimentaire à Madagascar.



## Consommation : Le prix des légumes flambe

MIANGALY RALITERA | 13 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La consommation de légumes baisse, selon le constat des marchands à Antananarivo. « Le prix des légumes flambe ces derniers temps. En conséquence, certains clients réduisent la quantité de produits qu'ils achètent. D'autres vont jusqu'à les rayer de la liste de leurs provisions », raconte Maholy Rabearisoa, vendeuse de légumes à Mahazo.

Les pommes de terre et les haricots verts sont les principaux produits concernés par cette hausse de prix. Le kilo de pommes de terre, par exemple, coûte entre 1 600 ariary (ndlr : la plus basse qualité) et 3 400 ariary (ndlr : la meilleure qualité), sur les marchés des quartiers. Il y a encore quelques jours, le prix de ces denrées alimentaires sur les étals était

entre 1 200 ariary et 2 600 ariary. Le kilo des haricots verts, par ailleurs, frôle les 5 000 ariary. « La variété de pommes de terre 'bandy akama' (ndlr : variété utilisée pour la cuisson) est rare en ce moment. La variété 'meva' (ndlr : utilisée pour les fritures) abonde, mais elle reste toujours coûteuse », indique Henintsoa, un cultivateur de pommes de terre dans la région Vakinankaratra. En revanche, le prix des carottes,

des oignons, des courgettes, des christophines stagne. Le kilo de carottes varie entre 2 000 et 2 500 ariary, celui des oignons entre 2 000 et 2 500 ariary, les courgettes sont à 2 000 ariary le kilo, et les christophines à 1 500 ariary le kilo. « Le prix de ces légumes n'a pas augmenté, mais ils restent chers en cette période de pluie », notent des commerçants de légumes.

## Banque africaine de développement : Participation de Madagascar à la 17ème reconstitution du FAD

JEAN RIANA | 13 MARS | LES NOUVELLES

**R**éunion décisive, depuis, hier pour le Fonds africain de développement (FAD). Les Représentants des pays membres de ce Fonds du groupe de la Banque africaine de développement (BAD) se sont réunis en visioconférence pour discuter de sa 17ème reconstitution.

Une réunion d'une importance capitale quand on sait que cette reconstitution des ressources du FAD permettra d'accroître les investissements dans des infrastructures de qualité, durables et résilientes au changement climatique dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, des transports, de l'eau et de l'assainissement, des infrastructures de santé et dans d'autres secteurs.

Cette reconstitution des ressources soutiendra également le Guichet d'action climatique du Fonds afin d'aider les pays les plus vulnérables d'Afrique à faire face aux impacts disproportionnés du changement climatique sur le continent. On rappelle que le Fonds africain de développement est le guichet concessionnel du groupe de la Banque africaine de développement. Il aide les pays africains éligibles à renforcer leurs capacités économiques, à réduire la pauvreté et à stimuler le développement économique et social.

### Participation décisive

Les partenaires internationaux au développement renouvellent les ressources du Fonds tous les trois ans. Ils sont représentés

lors des discussions sur la reconstitution des ressources par leurs plénipotentiaires au sein du Fonds africain de développement. C'est la ministre de l'Economie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarininarison qui représente la Grande île à cette réunion. Une participation décisive puisque Madagascar figure parmi les pays de concentration des ressources du FAD. D'importants projets structurants ont été financés par les ressources du Fonds. On peut citer, entre autres, des projets de développement agricole, d'infrastructures routières et d'énergie. Des projets dont l'importance n'est plus à démontrer, pour le développement du pays. Pour ne citer que le secteur agricole, par exemple, les projets financés par le FAD a permis l'aménagement de 23 778 ha de superficies de terres irriguées climato-intelligents, la hausse des rendements du riz, qui ont plus que doublé sur le périmètre du Bas-Mangoky, dans le sud du pays au bénéfice d'au moins 85 000 personnes. D'autres projets de haute importance ont également été financés à travers le FAD dont les ressources constituent, pour les pays bénéficiaires, un véritable levier pour le développement.





# Vaccination bovine à Madagascar : un débat crucial pour l'avenir du secteur

MRS | 13 MARS | LES NOUVELLES

« Les enjeux de la vaccination du bétail à Madagascar », ont été au cœur d'un débat initié par la sénatrice de Madagascar, Lalatiana Rakotondrazafy, hier au Palais d'Anosikely, avec l'intervention de représentants d'agriculteurs et de maires des districts d'Ambohidratrimo, Bongolava, Manjakandriana et Vakinankaratra, ainsi que du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. L'objectif est de discuter des défis auxquels se trouve confronté ce secteur, de dégager des pistes d'amélioration et de proposer des solutions concrètes qui pourraient mener vers l'élaboration d'un projet de loi.

« Ce dialogue revêt une grande importance. Et je tiens à saluer cette initiative, car la vaccination bovine joue un rôle fondamental dans le développement local », a souligné le maire de Manja-kandriana, Solofo Jocelyn Razafindrakoto. « En matière de vaccination du bétail, un certain nombre de problèmes demeurent et jusqu'à présent, les actions entreprises sont limitées. Et cette rencontre est essentielle, car elle permet à tous les acteurs de l'élevage bovin de se réunir et de trouver des solutions communes. Et je tiens à exprimer ma reconnaissance personnelle à la sénatrice Lalatiana Rakotondrazafy pour son engagement et son leadership » a-t-il évoqué.

## Pisciculture : L'élevage du poisson-chat en suspens

IRINA TSIMIJALY | 14 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L'**élevage du poisson-chat à Madagascar suscite de plus en plus d'intérêt, mais reste soumis à des régulations strictes en raison des enjeux écologiques et économiques qu'il comporte.

Le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue n'a pas encore encouragé l'élevage du poisson-chat à Madagascar. « Bien que ce poisson soit déjà élevé dans de nombreux pays d'Afrique, notamment en Tanzanie et en Afrique de l'Est, son élevage en eau douce n'a pas encore été autorisé à Madagascar », affirme un responsable du ministère de la Pêche.

D'après les informations disponibles, ce poisson commence à être vendu sur le marché d'Ambodihady, à Ambohimanarina. Actuellement, le ministère se concentre sur l'élevage du tilapia

de l'Économie bleue lors d'une récente interview à la télévision nationale. À ce jour, « aucune demande d'autorisation pour l'introduction de cette espèce n'a été déposée », affirme-t-il.

Même si le ministère de la Pêche est ouvert à l'idée d'introduire de nouvelles espèces, il insiste sur le respect des procédures réglementaires afin de préserver l'équilibre écologique et d'éviter les risques liés à une mauvaise gestion des espèces exotiques.

### Apprécié

Le poisson-chat, également connu sous le nom scientifique *Pangasius*, ou encore gogo en malgache, est un poisson d'eau douce qui a fait ses preuves dans plusieurs pays, comme le Vietnam, l'Indonésie, la Chine, le Bangladesh, les États-Unis et diverses régions d'Afrique.

« Ce poisson est apprécié pour sa facilité d'élevage et sa capacité à s'adapter à des conditions variées », explique un responsable au sein du ministère. Il a une croissance rapide et une grande résistance, ce qui en fait une option intéressante pour l'aquaculture.

L'élevage du poisson-chat pourrait présenter des avantages pour Madagascar, car il a un goût similaire à celui du thon ou du tilapia, et sa consommation pourrait diversifier les sources de protéines pour la population. C'est une espèce particulièrement productive au niveau mondial.

Il existe environ quatre mille espèces de poissons-chats à travers le monde, et la production annuelle mondiale de cette espèce est estimée à 2,3 millions de tonnes, ce qui montre l'ampleur de sa culture et son potentiel économique. Cependant, des investigations sont encore en cours pour déterminer son origine à Madagascar.

L'élevage de poissons est une activité en plein essor, mais elle se concentre principalement sur deux espèces : le



et de la carpe, des espèces bien maîtrisées et plus rentables. L'introduction du poisson-chat « nécessite une autorisation spéciale, et toute nouvelle espèce doit faire l'objet d'une étude d'impact environnemental », explique le ministre de la Pêche et

tilapia et la carpe. Le tilapia a été introduit à Madagascar en 1950, et la carpe en 1959. Ces deux espèces sont largement cultivées, bien maîtrisées et considérées comme très rentables. Depuis 2003, le foza orana (écrevisse) a également été introduit dans le pays. Le

marché du poisson reste en forte demande à Madagascar, et l'aquaculture demeure une activité rentable. Toutefois, l'introduction du poisson-chat soulève des inquiétudes chez les producteurs locaux.

## POESAM 2025 : 70 000 euros de prix à gagner, inscription ouverte jusqu'au 18 mai

ITAMARA OTTON | 14 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Du matériel, mais aussi des semences seront distribués aux paysans, dans le cadre de la diffusion du riz hybride. Une variété décrite comme une réponse face aux enjeux de l'autosuffisance alimentaire.

Cette initiative a été scellée lors de la signature d'un partenariat entre le secrétariat d'État en charge de la Souveraineté alimentaire et l'organisation Andry sy Fototra ho an'ny Fampandrosoana (AFF), hier.

Ce rapprochement vise à dynamiser la production rizicole de la Grande Île, à travers le riz hybride. «Ce partenariat nous permettra d'atteindre nos objectifs d'autosuffisance en riz assez rapidement. Il encourage l'adoption de techniques agricoles innovantes, promettant une meilleure productivité et des récoltes de qualité. La diffusion et le suivi sur le terrain de ces semences permettront de limiter les pertes rizicoles, et d'optimiser les retombées à l'hectare. Avec des semences de riz hybrides, le revenu moyen pour un hectare de riz peut atteindre les six millions d'ariary», confie Tahian'ny Avo Razanamahefa, secrétaire

d'État en charge de la Souveraineté alimentaire, hier, lors d'une rencontre avec la presse.

Haingo Ravatomanga, présidente de l'AFF, a souligné l'importance de cette collaboration : « Nous sommes convaincus que la réussite de la souveraineté alimentaire passe par des initiatives concrètes et adaptées aux réalités locales. Ce projet s'aligne parfaitement avec notre vision », a-t-elle souligné. Le déploiement du projet de riz hybride a déjà commencé dans l'Alaotra-Mangoro et dans le Vakinankaratra.

Le déploiement de ce projet commun commencera quant à lui, dans deux régions pilotes. Grâce à ces semences hybrides importées, l'État ambitionne d'augmenter le rendement de la production rizicole et atteindre, d'ici la fin de l'année, un million de tonnes de paddy supplémentaires. Pour ce faire, des semences et des intrants comme des engrais ont été distribués à plus de mille quatre cents paysans à l'heure actuelle.

## Secteur automobile : le marché du véhicule électrique en croissance

TIANA RAMANOELINA | 14 MARS | LES NOUVELLES

Les véhicules électriques commencent à faire de plus en plus de convaincus à Madagascar. Le marché n'est pas encore très développé mais en forte croissance.

En 2024, les importations de véhicules ont montré une dynamique plutôt intéressante, notamment pour les véhicules destinés au transport de passagers. D'après les données de la douane, 7.403 voitures électriques ont été importées, rien que de janvier à mai 2024. Sur le marché, des véhicules d'occasion notamment, ceux en provenance d'Asie sont les plus primés.

«Les véhicules électriques ont l'avantage d'émettre moins de gaz à effet de serre», explique d'emblée un responsable au sein d'un concessionnaire automobile. Il se trouve que contrairement aux hybrides, les entretiens sont moins réguliers et reviennent donc moins cher. Par conséquent, l'investissement est vite rentabilisé. Sachant que pour se permettre d'avoir un véhicule électrique, il faut déboursier au minimum 55 millions d'ariary. Le prix monte vite jusqu'à 100 ou 200 millions d'ariary pour les versions 4x4.

«Au niveau du moteur, il n'y a pas besoin de faire de vidange, ni de remplacement de filtres et des flux liquides. De plus, l'utilisateur enregistre moins de coûts car le prix du kilowattheure est largement inférieur à celui du carburant, si l'on compare au thermique», expose le responsable. Ce

concessionnaire propose plusieurs gammes en citadine, SUV, véhicule utilitaire (camionnette et van). D'après les explications, la gamme SUV et les «Van vitrés» se vendent le plus avec les marques réputées comme Chery Aiqr, Dongfeng et Keyton. «Depuis deux ans de vente des véhicules électriques, le marché est en croissance bien que l'approvisionnement en énergie à Madagascar constitue un obstacle. En effet, l'accès à la recharge reste encore limité aux zones électrifiées qui sont encore restreintes en ce moment. Toutefois, on peut remédier à ce problème par la mise en place des ressources renouvelables pour l'alimentation», explique-t-on.

En effet, dans plusieurs autres pays, des bornes de recharge alimentées par des panneaux solaires, sont souvent installées sur des parkings, des aires d'autoroute ou même en centre-ville. Ce dispositif permet non seulement de fournir une énergie plus verte aux véhicules électriques mais surtout de réduire la dépendance au réseau électrique traditionnel. Sachant que le charge d'un véhicule électrique dépend de plusieurs facteurs dont la capacité de la batterie du véhicule, la puissance de la borne de recharge et enfin le type de charge qui peut être lente ou rapide.

“La préoccupation actuelle de la majorité des consommateurs c’est le délestage. Pour contourner ce problème, on conseille à nos clients de gérer la recharge de leur véhicule comme avec leur smartphone ou autres appareils. L’idée, c’est de recharger pendant l’intervalle de temps où le courant ne sera pas coupé. On peut le faire de façon répétitive et cela n’aura pas d’impact sur la batterie du véhicule”, fait savoir le concessionnaire. “Il y a effectivement de la réticence auprès des clients B to C à cause des coupures d’électricité. Tandis que pour les entreprises et les professionnels, le passage à l’électrique se fait d’une manière progressive, vu le calcul des coûts d’exploitation mais aussi la politique d’engagement RSE. Quand bien même, nos prix restent très compétitifs si l’on fait la comparaison avec les véhicules thermiques. D’ailleurs, les clients s’attendent à un prix encore plus élevé quand ils nous demandent une estimation”, poursuit-on.

Par ailleurs, à Madagascar et notamment dans les grandes villes comme Antananarivo, le trafic automobile figure parmi les principales causes de la pollution de l’air. En fait, le trafic routier est souvent d’une grande intensité, sans compter les véhicules qui sont souvent en mauvais état, voire vétustes. Pour Antananarivo, les stations de mesure montrent que “67% des jours dans l’année, la qualité de l’air est malsaine à cause du trafic automobile”, chiffre la feuille de route de la pollution de l’air. Le fait d’opter pour les voitures ou motos électriques ou hybrides peut faire du bien aux portefeuilles mais aussi à l’environnement. Pour sa part, le gouvernement incite l’importation de ce type de véhicule. L’usage de ces véhicules électriques nécessite malgré tout des infrastructures routières adaptée, dans la mesure où une route en mauvais état peut entraîner une surconsommation d’énergie.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 [www.ccifm.mg](http://www.ccifm.mg)

 [ccifm@ccifm.mg](mailto:ccifm@ccifm.mg)     [adhesion@ccifm.mg](mailto:adhesion@ccifm.mg)

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce  
et d'industrie France Madagascar

